

[Signature]

006 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° **006** /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 du **23 JAN 2023**
en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de Réhabilitation de la route
Nationale N1B : Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Frontière Nigéria) de 28,9 km dans le
Réseau Nord, Région de l'Extrême-Nord

Financement : Budget MINTP- Ligne Fonds Routier – Exercices 2023 et 2024.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des travaux sus indiqués.

Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne de la réhabilitation des routes pour les exercices 2023 et 2024, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de réhabilitation de la route nationale N1B : **Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Frontière Nigéria) de 28,9 km dans le Réseau Nord, Région de l'Extrême-Nord.**

1. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres concernent un (01) lot unique présenté comme suit :

N° de lot	Région	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Budgets Prévisionnels TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention
unique-	Extrême-Nord	Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Frontière Nigéria)	28,9	Phase 1 (en 2023) : 417 167 300 Phase 2 (2024) : 321 199 875 Total du lot : 706 091 175	Phase 1 : 06 Phase 2 : 06 Total : 12	Réhabilitation de la route
TOTAL			28,9	706 091 175		

Consistance des travaux

Ces travaux comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive dans le cahier des clauses techniques particulières et dans le Bordereau des prix unitaires.

Les travaux consisteront à la réhabilitation de la route concernée et les interventions devront se faire en trois étapes successives :

- 1^{ère} étape : le traitement des points critiques (y compris les travaux d'ouvrages d'art) ;
- 2^{ème} étape : le terrassement et le reprofilage de la plate-forme avec un accent particulier accordé à l'assainissement et le drainage ;
- 3^{ème} étape : le rechargement de la couche de roulement en matériaux améliorés aux produits stabilisants.

Le Cocontractant précisera dans son offre, l'approche à laquelle il se propose de recourir pour garantir la durée de vie de la route d'au moins cinq (05) ans.

Le protocole de mise en œuvre du produit stabilisant à utiliser sera décrit, assorti des caractéristiques techniques dudit produit.

Ces travaux à réaliser dans le cadre du contrat portent sur les tâches suivantes :

- Débroussaillage, nettoyage des emprises ;
- Déblai ordinaire mis en remblai ;
- Remblai en "graveleux latéritiques" provenant d'emprunt ;
- Purges ;
- Mise en forme de la plate-forme ;
- Création des fossés et divergents en terre à la niveleuse ;
- Enrochement ;
- Mise en œuvre de la couche de roulement en graveleux latéritique ;
- Traitement de la chaussée aux produits stabilisants ;
- Curage des buses ($\varnothing \leq 1,5m$) et des dalots ($H \leq 1,5m$) ;
- Construction de dalots en béton armé y compris têtes ;
- Construction de barrière de pluie ;
- Etc...

Financement :

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du MINTP, Ligne Fonds Routier (Exercices 2023 et 2024)

Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de travaux publics installés au Cameroun.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de douze (12) mois calendaires, incluant les périodes relatives aux pluies, et court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

1.5 Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréé et habilitéée par le Ministre en charge des Finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Le montant en FCFA de ladite garantie est mentionné dans le tableau ci-après:

N° Lot	Montants de la Cauton de soumission
Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Frontière Nigéria)	14 121 820 FCFA TTC

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois. Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le

soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

2. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél 222 229 234, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210.

3. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **Deux cent cinquante mille (250 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

4. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous triple enveloppe dont :

- L'enveloppe A contenant le Dossier Administratif (Volume 1) et l'Offre technique (volume 2), dont un (01) original et sept (07) copies pour chaque volume ;
- L'enveloppe B contenant l'Offre Financière (Volume 3), dont un (01) original et sept (07) copies;
- L'enveloppe C contenant **une copie de l'offre financière (offre témoin scellée) qui sera transmise à l'organisme chargé de la régulation des Marchés publics pour conservation, conformément à l'article 92 alinéa 8, du décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.**

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

5. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 24 FEB 2023 à 11 heures, et déposée contre récépissé.

Elle devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 006 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 du 23 JAN 2023

en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de Réhabilitation de la route Nationale N1B : Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Frontière Nigéria) de 28,9 km dans le Réseau Nord, Région de l'Extrême-Nord

Financement : Budget MINTP - Ligne Fonds Routier ; Exercices 2023 et 2024.

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

6. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière des offres administratives et techniques seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

7. Ouverture des offres

L'ouverture des offres aura lieu le 24 FEB 2023 dès 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux construction et de Réhabilitation des Infrastructures au MINTP, siégeant à la salle de réunion de ladite Commission située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

L'ouverture des plis se fera en un temps et en deux (02) étapes :

- 1^{ère} étape: Ouverture de l'enveloppe A contenant le dossier administratif (volume 1) et l'offre technique (volume 2) ;
- 2^{ème} étape: Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres financières (volume 3).

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

8. Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité de l'original du cautionnement provisoire à l'ouverture ;
- Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire ;
- Non-conformité après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- Dossier Technique incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :

- Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
 - Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif, paraphé à chaque et signé à la dernière page par le soumissionnaire ;
 - La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
 - Un Conducteur des Travaux ayant la qualification exigée dans le RPAO (pièce 3) ;
 - Une note d'organisation et méthodologie ;
 - Une capacité de financement ou une ligne de crédit d'au moins Trois cent cinquante millions (350 000 000) de FCFA TTC.
- Non justification de la possession en propre de tout le matériel minimum suivant :
 - Une (01) niveleuse ;
 - Deux (02) camions bennes ;
 - Un (01) compacteur à rouleau vibrant ou à pneus ;
 - Une (01) Pelle chargeuse ;
 - Un (01) bulldozer ;
 - Un (01) camion-citerne à eau ;
 - Deux (02) véhicules de liaison pick-up ;
 - Une (01) citerne à gasoil.
 - N'avoir pas réalisé au cours des cinq (05) dernières années un projet de construction, d'ouverture, de réhabilitation, d'aménagement ou d'entretien de routes d'un montant T.T.C. supérieur ou égal à deux cent millions (200 000 000) de F CFA TTC ;
 - Chiffre d'affaires cumulé (découlant des états financiers certifiés) sur les cinq (05) dernières années (2018-2022) égal à cinq cent millions (500 000 000) de FCFA TTC ;
 - Dossier financier incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
 - Une soumission timbrée et signée ;
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) (pièce 6) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible ;
 - Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
 - Le sous – détail des prix unitaires.
 - Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE et le Sous – détail des prix unitaires ;
 - N'avoir pas obtenu au moins un total de 21 critères sur l'ensemble des 28 critères essentiels.

9. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 28 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé (pièce 9.5) sur 12 critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 11 critères ;
- c) Les Références du Soumissionnaire sur 03 critères ;
- d) La visite des lieux sur 02 critères.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

10. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

11. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

NB : Dans le cadre du présent Appel d'Offres, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché à un soumissionnaire dont la visite de vérification de son matériel minimum en propre (matériel ci-dessus listé au niveau des critères éliminatoires), par les services techniques compétents dudit Maître d'Ouvrage, n'aura pas été satisfaisante.

12. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porté 210 .

Yaoundé, le 23 JAN 2023

Ampliatiions :

- CIPM-TCRI (pour suite de la procédure)
- Archives / Chronos
- Affichage (pour information).



Emmanuel NGANOU D

006

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 006 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 of 23 JAN 2023
in emergency procedure for the execution of rehabilitation works on the National Road
N1B: Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Nigerian Border) 28.9 km in the Northern
Network, Far North Region

Financing: MINTP Budget-Road Fund Line-2023 and 2024 Financial Years.

The Minister of Public Works, Project Owner, on behalf of the State of Cameroon, hereby issues an Open National Call for Tenders for the execution of the above works.

Purpose for the Call for Tenders

As part of the campaign for the rehabilitation of roads for the 2023 and 2024 financial years the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues an Open National Call for Tenders for the execution of rehabilitation works on the National Road N1B: Kourgui-Gansé Kolofata-Kérawa (Nigerian Border) 28.9 km in the Northern Network, Far North Region

I. Allotment

The works shall be tendered for in one (1) lot as follows:

No. of lots	Regions	Road sections	Estimated Length (km)	Estimated budget including taxes (CFAF)	Time Frame (Months)	Type of intervention
	Far North	Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Nigerian Border)	28.9	Phase 1 (in 2023): 417,167,300 Phase 2 (2024): 321,199,875 Total of lot: 706,091,175	Phase 1: 06 Phase 2: 06 Total: 12	Road rehabilitation
TOTAL			28.9	706,091,175		

Scope of works

This work includes the following tasks, inter alia, all included in the Special Technical Specifications and in the unit price schedule.

Works shall consist in the rehabilitation of the roads concerned and shall be carried out in three successive stages:

- Stage 1: Treatment of critical spots (including engineering structures works);
- Stage 2: Earthworks and reshaping of the platform with special emphasis on sanitation and drainage;
- Stage 3: Resurfacing of the wearing course using materials improved with stabilising product

The Co-contractor shall specify in their tender the approach they intend to use to guarantee

Call for Tenders

006/2023/01/23

the road life span for at least five (5) years.

The implementation protocol of the stabilising product to be used will be described, and the technical characteristics of the said product will be added.

The works to be carried out under the contract shall concern the following tasks:

- Bush clearing, cleaning of right of way;
- Ordinary excavation and disposal of material;
- Borrowed backfill with lateritic gravel;
- Cleansing;
- Reshaping of the platform;
- Creation of earth ditches using graders;
- Rockfill;
- Implementation of the wearing course with lateritic gravel;
- Treatment of the pavement with stabilising products;
- Cleaning of pipe culverts ($\varnothing \leq 1.5\text{m}$) and box culverts ($H \leq 1.5\text{m}$);
- Construction of reinforced concrete box culverts including heads;
- Construction of rain gates;
- Etc.

Financing:

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line (2023 and 2024 Financial Years).

Eligibility

Participation shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based public works contractors or joint ventures.

Time frame:

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the execution of works is twelve (12) months, including rainy seasons, with effect from the date of notification of the Notice to Proceed.

1.5 Provisional Guarantee (bid bond)

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) issued, in keeping with the model indicated in the Tender Documents, by a bank or an insurance company authorised by the Minister of Finance to issue bonds within the framework of Public Contracts. The amount in CFAF of the said bond is specified in the table below:

Lot No.	Amount of the bid bond
Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Nigerian Border)	14,121,820 CFAF including taxes

It shall bear the following:

"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 006 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 of 23 JAN 2023

in emergency procedure for the execution of rehabilitation works on the National Road N1B: Kourgui-Gansé-Kolofata-Kérawa (Nigerian Border) 28.9 km in the Northern Network, Far North Region

Financing: MINTP Budget-Road Fund Line-2023 and 2024 Financial Years.

TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER EVALUATION SESSION".

6. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline and those not respecting the separation mode of financial offers from administrative documents and technical offers shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

7. Opening of Tenders

24 FEB 2023

The tenders shall be opened on _____ as from 12 noon, in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Yaounde.

Tenders shall be opened at once and in two (2) stages:

- Stage 1: Opening of envelope A containing administrative documents (Volume 1) and the technical offer (Volume 2);
- Stage 2: Opening of envelope B containing financial offers (Volume 3).

All tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a joint venture) with sound knowledge of their file.

8. Eliminary criteria

- Absence of the original of the provisional guarantee at the opening session;
- Absence, after the 48 hour-deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional guarantee;
- Non-compliance, after the 48 hour-deadline extension following the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file;

Under penalty of rejection, only the original copy of the provisional guarantee, less than (3) months old must be submitted. The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically at most 30 days after the expiry of the tender validity. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the performance security shall have been provided.

2. Consultation of Tender Documents

Tender documents can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, Tel: 222 229 234, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210.

3. Acquisition of Tender Documents

The Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **two hundred and fifty thousand (250,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

4. Presentation of Tenders

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes, enclosed in three envelopes:

- Envelope A containing administrative documents (Volume 1) and the technical offer (Volume 2), including one (1) original and seven (7) copies for each file;
- Envelope B containing the financial offer (Volume 3), including one (1) original and seven (7) copies;
- Envelope C containing a copy of the financial offer (sealed sample bid) which shall be forwarded for conservation to the body in charge of public contracts regulation, in accordance with Article 92 Paragraph 8 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to institute the Public Contracts Code.

All constituent documents (envelopes A, B and C) shall be enclosed in a bigger sealed envelope bearing only the subject of the Call for Tenders.

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of same colour other than white.

5. Submission of Tenders

Drafted in English or French and in octuplicate (8), including one (1) original and seven (7) copies, labelled as such, tenders shall be submitted in a sealed envelope against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, latest on 24 FEB 2023 at 11.

- False declaration, forged or unauthentic documents;
- Incomplete technical file for absence or non-compliance of one the following required documents:
 - Dated and stamped attestation of site visit, signed by the tenderer;
 - A documented and illustrative site visit report, initialled on each page and signed on the last page by the tenderer;
 - Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts (MINMAP);
 - A Foreman having the skills required in the Special Tenders Regulation (document 3);
 - A note on organisation and methodology;
 - A financing capacity or available credit line of at least two hundred and ten million eight hundred and twenty-five thousand (210,825,000) CFAF, including taxes.
- Not showing proof of the following minimum in-house equipment:
 - One (1) grader;
 - Two (2) dump trucks;
 - One (1) vibrating roller or tyre compactor;
 - One (1) loading shovel;
 - One (1) bulldozer;
 - One (1) water tanker;
 - Two (2) liaison pick-up vehicles;
 - One (1) diesel tank.
- Not having carried out in the last five (5) years, a road construction, opening up rehabilitation, development or maintenance project for an amount of at least two hundred million (200,000,000) CFAF, including taxes;
- Cumulative turnover (generated from certified financial statements) less than five hundred million (500,000,000) CFA francs, including taxes for the last five (5) years (2018-2022);
- Incomplete financial file due to the absence or non-compliance of one the following required documents:
 - A signed stamped bid;
 - Unit Price Schedule (UPS) (document 6) in compliance with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, filled in a legible way;
 - Bill of Quantities (BOQ);
 - The breakdown of unit prices.
- Absence of a unit price in UPS, BOQ and the unit price sub-detail;
- Failure to have obtained at least a total of 21 on 28 essential criteria.

9. Essential Criteria

The technical proposals shall be evaluated on 28 criteria as per the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff (document 9.5) on 12 criteria;
- b) Equipment to be mobilised on 11 criteria;
- c) Contractor's references on 3 criteria.

d) Site visit out on 2 criteria.

Note: Any public service employee listed among the staff, who did not submit all documents justifying their availability notified by the Public Service, shall not be accepted.

10. Tender validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the tender submission deadline.

11. Contract award

The contract shall be awarded to the lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

Note: The Project Owner reserves the right not to award the contract to a tenderer whose minimum in-house equipment (listed above under eliminatory criteria) is not declared satisfactory after inspection by the Project Owner's competent technical services.

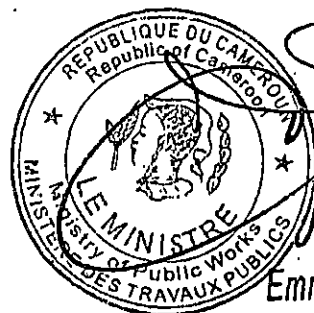
12. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210.

Yaounde, 23 JAN 2023

True Copies:

- CIPM/TCRI (for further proceedings);
- Archives / Chronos
- Notice board (for information).



Emmanuel NGANOU D.